

Conférence de presse du 7 juillet 2004

Les comportements d'investissement et d'endettement des ménages dans la « Nouvelle Europe »

Résumé-conclusion

Cette recherche est le résultat de la collaboration de l'OEE (Observatoire de l'Épargne Européenne) en la personne de son directeur scientifique, le professeur André Babeau, avec Pioneer Investments et son département UCI-New Europe. Elle présente de façon originale :

- une comparaison des comportements des ménages dans la Nouvelle Europe avec les comportements des ménages des grands pays industrialisés,
- une nomenclature d'actifs financiers plus détaillée que celle qui est utilisée dans les statistiques officielles.

Sont résumés ici les principaux résultats qui ressortent de l'analyse de la base de données constituée à l'occasion de cette recherche.

1. Beaucoup des pays de la Nouvelle Europe font ressortir un **fort déficit d'épargne** par rapport au niveau d'investissement réalisé, déficit qui constitue une menace pour la stabilité des changes ; mais ce dernier n'est qu'en partie le résultat de la relative faiblesse de l'épargne des ménages ; les déséquilibres des comptes publics se traduisent en effet par une ponction importante sur l'épargne nationale.
2. Bien qu'il n'existe pas d'informations précises sur le patrimoine non financier des ménages (en particulier sur leur **patrimoine résidentiel**), on constate de façon assez générale une faiblesse des investissements dans le logement, qu'il s'agisse des acquisitions de logements neufs ou des dépenses d'entretien sur le parc ancien.
3. Le **recours au crédit** des ménages est, presque partout, en rapide croissance ; cela est vrai du crédit à l'habitat et peut-être plus encore du crédit à la consommation à un moment où les habitants de ces pays découvrent les normes occidentales de consommation (notamment en ce qui concerne l'équipement automobile). Les niveaux atteints d'endettement restent cependant encore modestes si on les compare à ceux qu'on observe dans les pays de l'Ouest. Mais dans certains pays (Pologne, par exemple), une partie importante des crédits « habitat » est souscrite en devise.
4. Le salariat dans le secteur privé est partout en rapide croissance depuis le début de la phase de transition ; néanmoins, l'activité professionnelle dans les entreprises individuelles reste importante dans la grande majorité de ces pays, de même qu'est importante la propriété par les ménages de sociétés non cotées dont la taille moyenne est d'ailleurs beaucoup plus réduite que celle des PME des pays de l'Union des « 15 » ; **entreprises individuelles et sociétés non cotées** possédées par les ménages sont d'une estimation difficile dans les comptes nationaux.
5. S'agissant du seul **patrimoine financier**, en raison de la période communiste, le niveau atteint à l'Est – à la fois par tête et globalement (respectivement, 1 897 € et 335 milliards € pour la Nouvelle Europe, 41 628 € et 14 688 milliards € pour 13 pays de l'Union à 15) est évidemment sans commune mesure avec ce qui a été accumulé à l'Ouest depuis la seconde guerre mondiale.
6. A l'avenir, l'accroissement du patrimoine financier dépendra bien sûr de la croissance économique. **L'épargne retraite et l'épargne sous forme d'assurance vie** occupent

déjà une place très significative (11% de l'ensemble des actifs financiers des ménages). A moyen et long terme, ces deux types d'épargne devraient continuer de jouer leur rôle de locomotives.

7. La « convergence » des économies a déjà favorisé – et continuera de favoriser – la **diversification** des patrimoines avec une réduction de la part des dépôts bancaires et une augmentation de celle des autres produits, notamment des parts d'organismes de placements collectifs ; mais il serait imprudent d'opérer des rapprochements avec les évolutions qui ont été observées dans ce domaine dans les pays de l'Union à «15» , et, par exemple dans un pays comme l'Italie au cours des années 1990 : le montant des actifs susceptible d'être rapidement transformé en OPCVM y était évidemment incomparablement supérieur à ce qui est observé actuellement dans les pays de la Nouvelle Europe.
 8. Il existe certes **d'importantes spécificités** propres aux différents pays de la Nouvelle Europe ; en particulier, les trois pays baltes paraissent, à plusieurs égards, moins avancés que les cinq autres pays d'Europe centrale (Slovénie, Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie). Il n'en demeure pas moins que les tendances qui viennent d'être décrites sont largement communes à l'ensemble de ces pays.
 9. Du point de vue financier, les évolutions en cours dans les pays de la Nouvelle Europe ont déjà et continueront de bénéficier de l'apport que constitue l'expérience des pays plus avancés ; il en résulte que certaines évolutions pourraient s'accélérer et que **plusieurs étapes pourraient être raccourcies**. Ainsi, on constate que, contrairement à certains pays de l'Union des 15, des dispositifs de capitalisation sont souvent déjà en place dans la Nouvelle Europe au niveau du «2^{ème} pilier» des retraites ; de même le soutien apporté à la consommation par le crédit est déjà important, au moins dans les zones urbaines ; ce soutien pourrait évidemment, au moins dans un premier temps, avoir pour conséquence de freiner l'effort d'épargne des ménages.
 10. De façon générale, **le secteur bancaire a encore un long chemin à parcourir** dans les pays de la Nouvelle Europe pour accroître le taux de bancarisation des particuliers (la proportion de particuliers détenant un compte de dépôt à vue y est encore probablement moitié moindre qu'à l'Ouest), pour proposer les produits et services de la banque « universelle » et pour participer à la diffusion des valeurs mobilières en fonction des besoins spécifiques qui se manifestent dans les différents pays.
-